

<https://divergences.be/spip.php?article4021>



A une voix de faire de Trump et de Musk des rois

- Aujourd'hui - 2025 - Avril 2025 - La résistance -

Date de mise en ligne : mercredi 26 mars 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [MotherJones](#)



La Cour suprême n'est plus qu'à une voix de faire de Trump et de Musk des rois
Et quatre juges se joignent à l'assaut contre tout juge qui se mettrait en travers de leur chemin.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH100/moherj-ab219.jpg>]

Mercredi matin, la Cour suprême a rendu sa première décision dans l'escalade de la guerre que se livrent Donald Trump et Elon Musk contre les agences gouvernementales et le pouvoir du Congrès. Résultat : la Cour est à deux doigts de laisser Trump et Musk faire ce qu'ils veulent, du moins pour l'instant.

Dans une décision à 5 voix contre 4, les juges ont autorisé l'entrée en vigueur d'une ordonnance d'un tribunal de district obligeant le gouvernement à verser environ 2 milliards de dollars d'aide à l'étranger pour des travaux déjà effectués. En d'autres termes, le tribunal a ordonné au gouvernement de ne pas pénaliser ses contractants.

La dissidence maligne du juge Alito alimente les affirmations d'Elon Musk sur un "coup d'État" judiciaire.

L'ordonnance de la Cour suprême n'exige cependant pas une mise en conformité immédiate. Au contraire, elle demande au juge Amir Ali du tribunal de district de "clarifier les obligations que le gouvernement doit remplir pour assurer le respect de l'ordonnance d'interdiction temporaire, en tenant dûment compte de la faisabilité de tout délai de mise en œuvre". En d'autres termes, la Haute Cour accorde une grâce au gouvernement pour qu'il se conforme à cette ordonnance, qu'il peut maintenant contester et dont la mise en œuvre peut être retardée, car toute clarification apportée par le juge peut être contestée. Cette décision intervient alors que le gouvernement a déjà refusé à plusieurs reprises de se conformer à l'ordonnance. Ainsi, bien que cinq juges aient donné leur feu vert au tribunal de district, de manière subtile, la décision donne à la Maison Blanche plus de temps pour contester et retarder le paiement - même si ces factures vont maintenant être payées.

Et c'est là la bonne nouvelle.

La mauvaise nouvelle, c'est que quatre juges estiment que M. Trump et M. Musk devraient être en mesure d'interrompre unilatéralement les dépenses prescrites par le Congrès, y compris pour des travaux déjà effectués. Le juge Samuel Alito, dans une opinion dissidente, a fait valoir que non seulement le gouvernement peut simplement refuser de payer ses factures, mais aussi que ceux qui ont été lésés ne peuvent pas tenter de procès pour obtenir le paiement. "Je suis stupéfait", a-t-il écrit, que la majorité n'ait pas été d'accord avec lui.

L'opinion dissidente d'Alito, à laquelle les juges Clarence Thomas, Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh ont souscrit, n'est pas seulement un argument pour permettre à Trump et aux fonctionnaires qu'il a choisis d'ignorer le pouvoir de

la bourse du Congrès, mais c'est aussi une justification pour Musk, Trump et leurs alliés qui ont tourné leur colère contre les juges qui ont rendu des décisions contraires à leurs intérêts. Ce qui est stupéfiant, mais pas surprenant à ce stade, c'est que quatre juges ont rejoint l'alliance MAGA pour dénigrer un juge de district qui est déjà dans la ligne de mire de Musk et de ses partisans, y compris en termes explicitement racistes.

Depuis des semaines, M. Musk a intensifié sa rhétorique à l'encontre des juges qui s'opposent aux actions du soi-disant département de l'efficacité gouvernementale qu'il dirige. La démocratie américaine est en train d'être détruite par un coup d'État judiciaire", a-t-il posté le mois dernier sur X. "Un juge activiste n'est pas un vrai juge". "Un juge activiste n'est pas un vrai juge. Dans l'affaire des dépenses d'aide à l'étranger, Musk a appelé à la destitution du juge Ali et a publié un message soulignant qu'Ali est musulman, laissant entendre que cela le discrédite. Puis, le 25 février, il a attaqué Ali avec des stéréotypes raciaux explicites à propos de sa gestion de l'affaire de l'aide étrangère : "Tragique qu'Amir Ali aurait pu écrire des logiciels au lieu de forcer les contribuables à financer de fausses ONG".

Deux jours plus tard, un membre républicain du Congrès a déposé des articles de mise en accusation contre Ali parce qu'il n'était pas d'accord avec sa décision dans cette affaire. Il s'agit du troisième juge contre lequel les républicains ont déposé des articles de destitution parce qu'il a bloqué l'un des ordres de Trump.

Quatre juges estiment que Trump et Musk devraient pouvoir bloquer les dépenses du Congrès.

Plutôt que de défendre le rôle du pouvoir judiciaire et des juges fédéraux face à un tel assaut, la dissidence d'Alito en rajoute. "Un juge d'un tribunal de district qui n'est probablement pas compétent a-t-il le pouvoir incontrôlé d'obliger le gouvernement des États-Unis à débours (et probablement à perdre à jamais) 2 milliards de dollars du contribuable ? M. Alito commence sa dissidence en posant la question suivante. Il convient de noter que ce n'est pas l'illégalité de l'annulation par Musk de 2 milliards de dollars de fonds alloués par le Congrès qui constitue un affront, mais le fait qu'un juge ait osé défendre le pouvoir de dépenser du Congrès.

Alito poursuit en expliquant pourquoi il pense que le refus de l'administration Trump de payer les factures du gouvernement n'est pas contrôlable par les tribunaux - un argument étonnant en soi - mais il n'y a aucune raison de déployer le ton malin qu'il prend contre Ali, si ce n'est pour fournir plus de munitions à ceux qui le ciblent et aux autres juges qui se dressent sur le chemin du projet inconstitutionnel de Trump et Musk.

À la fin de sa dissidence, Alito revient sur Ali pour le critiquer à nouveau. Il qualifie l'ordonnance d'Ali - que cinq de ses collègues ont confirmée - d'"acte d'orgueil judiciaire" et d'"autosatisfaction de sa compétence". Ces mots alimentent directement les attaques du "coup d'État" judiciaire lancées par Musk et les efforts de destitution de leurs alliés au Congrès.

Cet avis n'est pas le dernier mot dans cette affaire. Il s'agit simplement d'une décision de la Cour suprême autorisant l'entrée en vigueur d'une ordonnance restrictive temporaire, une première mesure d'urgence avant que le fond de l'affaire ne soit tranché. L'administration Trump est en place depuis moins de deux mois et le président de la Cour suprême, John Roberts, pourrait hésiter à donner l'impression de couronner immédiatement M. Trump en tant que roi, en particulier après que ce dernier lui a dit, mardi soir, lors du discours sur l'état de l'Union : "Merci encore une fois. Merci encore. Je n'oublierai pas". (Je pense que nous savons tous pourquoi.)

Lorsque cette affaire ou une autre du même type sera portée devant la Cour suprême sur le fond dans les mois à venir, ce rempart de 5-4 contre l'autocratie tiendra-t-il ? Nous le saurons bien assez tôt.